

Economie politique: macro-économie
DROIT 1262
Faculté de droit
Facultés universitaires Notre-Dame de la Paix
Professeur: Louis Hotte
Assistant: Cédric Duprez

EXAMEN FINAL
JUN 2003
QUESTIONNAIRE NUMERO 1

Le nombre total de points à accumuler est de 135. Veuillez ne rendre que les feuilles réponses prévues à cet effet. Ce questionnaire comprend 15 feuilles. Bonne chance!

A. Questions à choix multiples

4 points par bonne réponse; -1 point par mauvaise réponse; 0 point s'il n'y a pas de réponse. Il n'y a qu'une seule bonne réponse par question. Vous pouvez cependant choisir jusqu'à deux réponses maximum par question.

Utilisez le diagramme suivant pour répondre aux questions 1, 2 et 3. Ce diagramme nous donne les frontières de possibilités de production (FPP) de l'Italie et de l'Espagne.

1. En autarcie, quel est le coût d'opportunité de produire une bouteille de vin en Italie?
 - (a) 2/3 kg de fromage
 - (b) 1,5 kg de fromage
 - (c) 1/3 kg de fromage
 - (d) 3 kg de fromage
 - (e) Cela dépend du prix du fromage.

2. Laquelle des affirmations suivantes est correcte?
 - (a) L'Espagne dispose d'un avantage comparatif dans la production de vin.
 - (b) L'Espagne dispose d'un avantage comparatif dans la production de fromage.
 - (c) L'Espagne dispose d'un avantage comparatif dans la production des deux biens.
 - (d) L'Espagne ne dispose d'aucun avantage comparatif.
 - (e) Le diagramme ne nous permet pas de déterminer les avantages comparatifs des pays.

3. Avec l'échange, les deux pays peuvent consommer à l'extérieur de leur FPP respectives (c-à-d au-delà) si le prix du fromage est de 1 EUR/kg et celui du vin est de
 - (a) 1 EUR/bouteille.
 - (b) 1,5 EUR/bouteille.
 - (c) 2 EUR/bouteille.
 - (d) 3 EUR/bouteille.
 - (e) Il est impossible pour des pays de consommer à l'extérieur des FPP.

4. Un déplacement de la FPP de AA à AB tel que montré sur le graphique suivant serait le plus vraisemblablement attribué à
 - (a) Une réduction du nombre de ressources disponibles dans le secteur automobile.
 - (b) Une réduction du nombre de ressources disponibles dans le secteur de l'habitation.
 - (c) une percée technologique dans la construction de maisons.
 - (d) une percée technologique dans la fabrication d'automobiles.
 - (e) une percée technologique dans les deux secteurs à la fois.

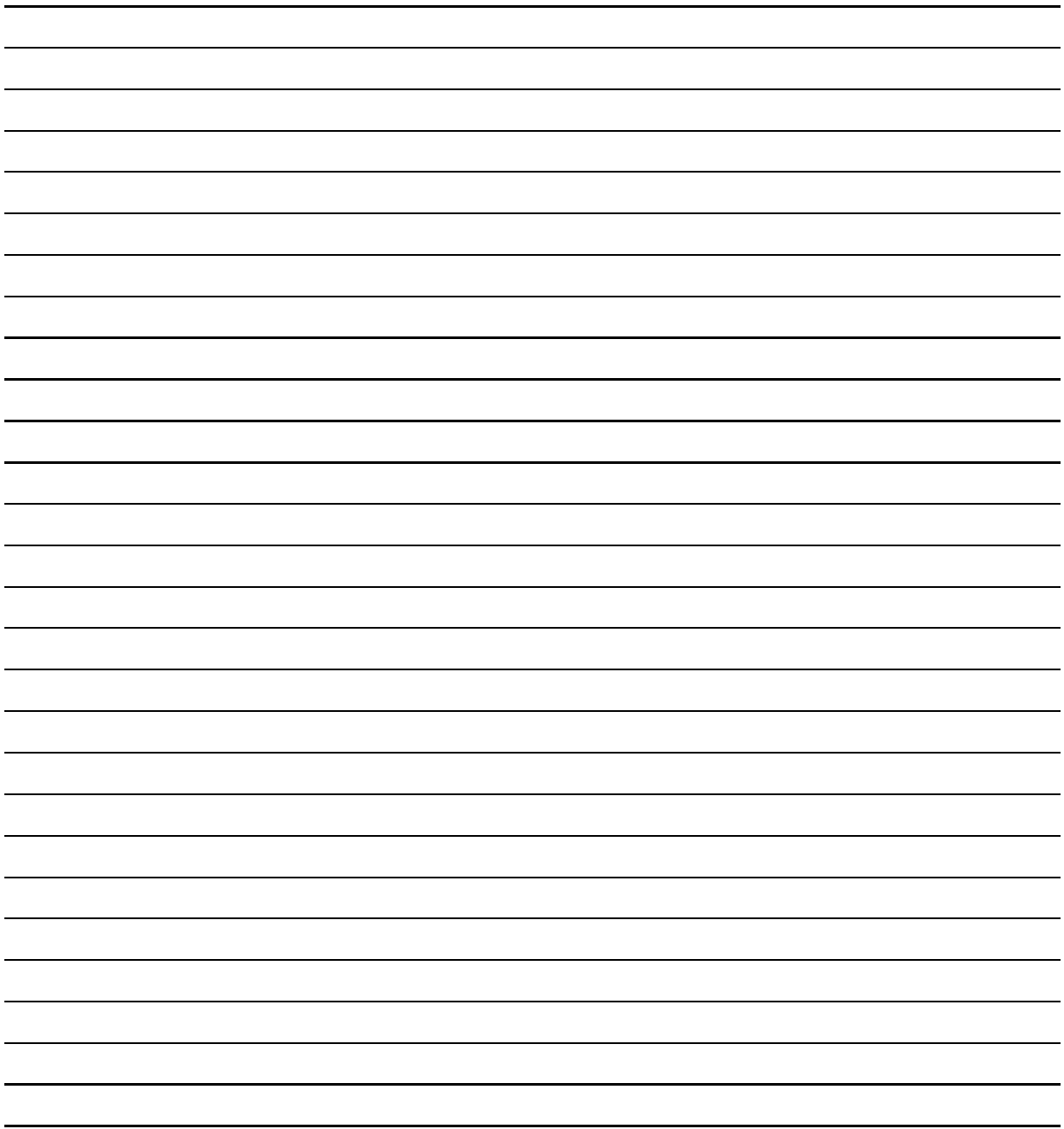
5. Lequel des biens suivants ne devrait pas être compté comme un bien final à inclure dans le PIB?
 - (a) Une vitre achetée par un consommateur afin de réparer une fenêtre brisée.
 - (b) Une vitre achetée par un entrepreneur en construction de maisons neuves.
 - (c) Une vitre produite cette année qui demeure dans l'inventaire d'un commerce de quincaillerie.
 - (d) Une maison construite cette année mais non vendue.
 - (e) Aucune de ces réponses.

6. Laquelle des dépenses suivantes devrait être considérée comme une dépense d'investissement cette année?
 - (a) La famille van de Manekenpis achète une maison construite en 1990.
 - (b) Le gouvernement fédéral verse un salaire à un sergent des forces armées.
 - (c) Pour la fabrication de chaises, Maxi-Chaises rachète un tour de Chairs-R-Us qui vient de tomber en faillite. (NB Un tour est une machine à travailler le bois.)
 - (d) Les entrepôts de bateaux Jack achète une nouvelle grue à bateaux.
 - (e) Toutes ces réponses sont bonnes.

7. Laquelle des affirmations suivantes est correcte?
- (a) Le taux d'intérêt réel ne peut être un nombre négatif.
 - (b) Typiquement, le déflateur du PIB et l'indice des prix à la consommation (IPC) divergent.
 - (c) L'IPC reflète bien les changements de qualité des biens et services.
 - (d) Un changement dans le prix des biens importés sera bien pris en compte par le déflateur du PIB.
 - (e) Le déflateur du PIB n'est pas basé sur un panier fixe de biens et services.
8. Laquelle des affirmations suivantes est correcte?
- (a) En général, un niveau d'investissement donné dans un pays pauvre aura un effet plus important sur sa croissance économique que le même niveau d'investissement dans un pays riche.
 - (b) Si un pays investit plus dans une année donnée, son taux de croissance économique sera perpétuellement plus élevé.
 - (c) Un pays doit être riche en ressources naturelles s'il veut connaître une croissance économique rapide.
 - (d) Une croissance économique plus élevée faisant suite à un investissement plus important n'implique pas de coût d'opportunité.
 - (e) Toutes ces réponses sont bonnes.
9. Le concept de productivité réfère
- (a) au taux de croissance du revenu d'un pays.
 - (b) à la quantité d'euros investie à la bourse des valeurs.
 - (c) à la quantité de biens et services produite pour chaque heure de travail d'un travailleur.
 - (d) à la quantité de capital physique et humain disponible dans l'économie.
 - (e) à la quantité de biens et services produits dans un pays.
10. Supposons que le marché des fonds prêtables soit initialement en équilibre. Le gouvernement adopte une loi qui permet aux firmes de bénéficier de déductions d'impôt spéciales si elles utilisent l'Internet pour effectuer leurs transactions. L'on s'attendrait à ce que
- (a) L'offre de fonds prêtables se déplace vers la droite et le taux d'intérêt diminue.
 - (b) L'offre de fonds prêtables se déplace vers la gauche et le taux d'intérêt augmente.
 - (c) L'offre de fonds prêtables se déplace vers la droite et le taux d'intérêt augmente.
 - (d) La demande de fonds prêtables se déplace vers la droite et le taux d'intérêt diminue.
 - (e) La demande de fonds prêtables se déplace vers la droite et le taux d'intérêt augmente.
11. L'année dernière, l'épargne nationale était de 1500 euros et le déficit du gouvernement était de 500 euros. De combien était l'épargne privée? (On suppose une économie fermée.)
- (a) 2000 euros
 - (b) 1500 euros
 - (c) 1000 euros
 - (d) 500 euros
 - (e) 0 euros

12. Présentement, la dette publique belge, en terme de % du PIB, correspond à environ
- (a) le quart de celle de la France ou du Royaume Uni.
 - (b) la moitié de celle de la France ou du Royaume Uni.
 - (c) la même valeur que celle de la France ou du Royaume Uni.
 - (d) 1,5 fois celle de la France ou du Royaume Uni.
 - (e) 2 fois celle de la France ou du Royaume Uni.
13. Si l'on augmentait le salaire minimum légal au-dessus de sa valeur actuelle, l'impact probable serait
- (a) une hausse du chômage chez les moins de 20 ans.
 - (b) une baisse du chômage résultant de la hausse du nombre de travailleurs désirant profiter des salaires plus élevés.
 - (c) une baisse des salaires des travailleurs syndiqués car leurs employeurs voudront compenser la hausse des coûts due au salaire minimum plus élevé.
 - (d) une réduction du chômage chez les travailleurs non-qualifiés.
 - (e) une hausse de l'offre de travailleurs qualifiés à cause des salaires d'efficiences.
14. Si la Banque Centrale Européenne (BCE) veut réduire l'offre de monnaie, elle le fera généralement par
- (a) une baisse du taux d'escompte.
 - (b) une baisse du taux de réserves obligatoire.
 - (c) la vente d'obligations par des opérations d'open market.
 - (d) une hausse du taux de réserves obligatoire.
 - (e) un ordre aux gouvernements européens de repayer leurs dettes.
15. Pour qu'une chose soit réellement utilisé comme moyen d'échange, il faut surtout que cette chose
- (a) ait cours légal.
 - (b) soit émise par le gouvernement.
 - (c) soit un bien qui ait de la valeur en tant que bien autant qu'en tant que monnaie.
 - (d) soit accepté par tous en échange de biens et services.
 - (e) se fume.
16. Lequel des instruments économiques suivants ne fait pas partie de ceux dont se sert la Banque Centrale Européenne?
- (a) Les opérations d'open market
 - (b) Le changement du taux d'escompte
 - (c) Les changements des réserves obligatoires
 - (d) Les changements de taux d'imposition
 - (e) Ils sont tous utilisés par la BCE.

17. L'usine à papier d'un village émet de la pollution dans l'air. En absence d'intervention gouvernementale, il est probable que
- (a) la firme demandera un prix trop élevé pour son papier.
 - (b) il serait préférable d'interdire la production de papier dans ce village.
 - (c) la firme produira moins de papier qu'il serait socialement optimal de la faire.
 - (d) la firme produira plus de papier qu'il serait socialement optimal de la faire.
 - (e) la firme produira la quantité socialement optimale de papier.
18. Selon la théorie de la parité du pouvoir d'achat,
- (a) une unité de chaque devise prendra une valeur différente dans différents pays.
 - (b) une hausse des prix au Royaume-Uni par rapport aux prix dans les pays qui ont adopté l'euro fera en sorte que la livre anglaise perdra de la valeur face à l'euro.
 - (c) une hausse des prix au Royaume-Uni par rapport aux prix dans les pays qui ont adopté l'euro fera en sorte que la livre anglaise prendra de la valeur face à l'euro.
 - (d) le taux de change nominal est égal au ratio des prix domestiques avec les prix étrangers.
 - (e) mieux vaut acheter des biens dans les pays où le taux de change nominal est le plus bas.
19. Dans une économie ouverte, l'adoption d'une loi qui encourage l'épargne aura pour effet probable
- (a) de diminuer l'investissement net à l'étranger.
 - (b) de hausser le taux d'intérêt.
 - (c) de hausser les exportations nettes.
 - (d) de diminuer l'investissement domestique.
 - (e) Aucune de ces réponses.
20. L'indexation réfère à
- (a) l'usage de la loi ou d'un contrat visant à corriger les prix ou salaires pour les effets de l'inflation.
 - (b) un processus d'ajustement du taux d'intérêt nominal cherchant à le rendre égal au taux d'intérêt réel.
 - (c) l'usage d'un indice de prix visant la déflation de la valeur de l'euro.
 - (d) un ajustement fait par l'Institut National de Statistiques à l'IPC de manière à ce que cet indice soit en concordance avec le déflateur du PIB.
 - (e) un calcul de l'inflation.



La BCE baisse sensiblement ses taux pour soutenir la croissance

LES BANQUIERS CENTRAUX N'EXCLUENT PAS UN GESTE SUPPLÉMENTAIRE SI LA CONJONCTURE SE DÉGRADE.

LE MONDE - 06.06.03 - 13h14 - MIS A JOUR LE 06.06.03 - 16h14

Francfort de notre correspondant

L'équilibre est un art difficile. La Banque centrale européenne (BCE) s'est décidée, jeudi 5 juin, à voler au secours de la croissance, mais en cherchant à ne pas dramatiser davantage la situation. Inflation sous contrôle, stagnation de l'activité, hausse de l'euro, risques de déflation en Allemagne, l'institut d'émission a procédé à la baisse de son principal taux directeur, qui passe de 2,5 à 2 %. Le loyer de l'argent n'a jamais été aussi bas depuis la seconde guerre mondiale dans les douze pays de la zone.

La décision, largement anticipée par les marchés financiers, a été saluée par bon nombre de gouvernements européens. Ceux-ci avaient ces derniers jours multiplié les appels du pied en direction d'une BCE jugée bien prudente dans sa riposte, au moment où la conjoncture continue de donner de multiples signes de faiblesse. Le premier ministre français Jean-Pierre Raffarin a parlé d'un geste "bienvenu" et qui "va dans le bon sens". Depuis Berlin, le chancelier Gerhard Schröder et le président de la Commission européenne Romano Prodi, en visite, ont qualifié l'assouplissement monétaire d'"importante contribution à la croissance de l'Europe". Le chef du gouvernement italien, Silvio Berlusconi, a quant à lui considéré qu'il s'agissait d'"un bon pas". Mais il n'est pas certain que l'initiative parvienne à redonner le moral et du tonus à la zone euro.

Peu avant de déclencher ce concert d'éloges plutôt inhabituel au sein de l'Union, le président de la BCE avait justifié depuis Francfort une décision survenue, a-t-il précisé, à l'issue d'un "rapide et large consensus" au sein du conseil des gouverneurs. Ce dernier, a-t-il observé sur un ton préoccupé, "est conscient des risques à la baisse continuant de peser sur la croissance". L'indice des prix à la consommation (1,9 % en mai) devrait à moyen terme évoluer "significativement en deçà" du seuil de 2 % fixé par les gardiens monétaires, du fait de la rapide appréciation de l'euro, et de l'atonie de la conjoncture. La BCE constate que le rebond espéré après la fin de la guerre en Irak n'a toujours pas eu lieu.

Forcée de revoir à la baisse ses prévisions de croissance - elles seront publiées la semaine prochaine, et pourraient être nettement en deçà de 1 % -, la BCE concède que l'activité progressera à un rythme "très languissant" cette année, avant de connaître une "reprise modérée" dans le courant de l'année prochaine. Pour la première fois, à l'issue d'un conseil des gouverneurs, le président de la BCE souligne "l'effet modérateur de l'appréciation de la monnaie unique" sur les exportations. Mais, là aussi, il continue de se montrer plutôt rassurant : pour lui, le niveau actuel des taux de change est "en phase avec les fondamentaux économiques,

et avec notre intérêt pour un euro fort et stable". Le regain de forme des échanges mondiaux pourrait, affirme le numéro un de la BCE, compenser le manque à gagner lié au niveau de l'euro.

Autre indice révélateur de ce discours tout en nuances : lors de la conférence de presse qui a suivi la décision, le président de la BCE n'a pas attendu les questions pour donner son avis sur les risques de déflation, preuve que les membres du conseil se sont penchés sur cette perspective. M. Duisenberg évoque néanmoins "un risque hypothétique", alors que plusieurs économistes n'excluent plus l'émergence en Allemagne d'une période de déflation. Le Néerlandais a affirmé que la décision de jeudi n'était "en rien liée à la notion de déflation".

"MARGE DE MANOEUVRE"

Au-delà des dirigeants politiques, le geste de la BCE et les propos de M. Duisenberg laissent de nombreux économistes sur leur faim.

Michael Schubert, de la Commerzbank, s'inquiète ainsi de la façon dont le message de la BCE peut être perçu : "Le plus grand risque lié au mouvement -de jeudi- réside dans le possible décalage entre les raisons réelles de la BCE et l'interprétation des marchés sur le pourquoi d'une baisse des taux si généreuse". L'institut d'émission se garde en effet de reconnaître qu'il cherche à contenir le danger d'une déflation alors que ce phénomène, qu'il le veuille ou non, est dans tous les esprits.

Pour d'autres, l'institut d'émission européen ne pouvait pas faire autre chose que de bouger, car la situation s'est dégradée depuis la dernière baisse des taux, début mars. La croissance a été nulle au premier trimestre dans la zone, selon les chiffres dévoilés jeudi 5 juin. Et les perspectives ne sont pas plus favorables, en particulier en Allemagne, où le chômage demeure très élevé après une légère baisse en mai (à 4,3 millions de personnes). "Une baisse de taux de cinquante points de base est insuffisante pour donner un coup de fouet à la croissance sans soutien budgétaire", estime Raymond van der Putten, de la BNP-Paribas. Nombreux sont ceux qui espèrent d'ores et déjà un geste d'une ampleur similaire, d'ici la fin de l'année.

Enfin, pour les plus critiques, l'effet de cette troisième baisse des taux en six mois risque d'être d'autant plus limité qu'elle survient tard. Tandis que la Réserve fédérale américaine songe elle aussi à procéder à une nouvelle baisse du loyer de l'argent, peut-être dès le 25 juin, ils observent que les taux demeurent supérieurs en Europe (2 %, contre 1,25 %). Cet écart est susceptible, craignent-ils, d'alimenter la progression de l'euro, la monnaie européenne demeurant plus attractive aux yeux des investisseurs.

Vu le contexte, et malgré son apparente sérénité, M. Duisenberg n'a d'ailleurs pas fermé la porte à une nouvelle baisse du loyer de l'argent. "Si les Etats-Unis ont une marge de manoeuvre, alors qu'ils ont un taux directeur inférieur à celui que nous avons, vous pouvez imaginer que nous n'avons pas épuisé notre

marge de manoeuvre”, a-t-il dit, suggérant que la BCE était prête à agir de nouveau en cas de dégradation supplémentaire.

Philippe Ricard